

**Les fonds souverains,
nouveaux monstres de
la finance mondiale (3/3)**

Le puissant fonds d'A

À la tête d'un patrimoine estimé à 800 milliards de dollars, l'Abou Dhabi Investment Authority est l'un des fonds souverains les plus puissants au monde. La traditionnelle discrétion des gestionnaires de cette colossale fortune suscite les polémiques. Pour parer les critiques, l'émirat va s'entourer d'experts en communication. Selon notre enquête, l'Américain Burston-Marsteller devrait prochainement être chargé de cette mission. Et Alan Greenspan pourrait même apporter sa caution à ce fonds injustement décrié.

Une chaleur encore supportable enveloppe Abou Dhabi, capitale de l'émirat éponyme et de la fédération des Émirats arabes unis. Sur la corniche, dominant la lagune turquoise et ses rives de sable aux sept couleurs, un serpent de verre et d'acier fait miroiter les rayons du soleil. C'est dans cette tour, imposante bien que modeste comparée aux ahurissantes érections de Dubaï, la cité-émirat sœur et rivale, qu'est gérée l'une des plus importantes fortunes d'État du monde. Avec plus de 800 milliards de dollars (500 milliards de dollars affirment certaines estimations plus conservatrices), l'Abu Dhabi Investment Authority ou Adia est le fonds souverain le plus riche de la planète et, peut-être aussi, le plus controversé eu égard à son opacité.

RICHE, PUISSANT MAIS OPAQUE

Ces trois qualificatifs reviennent en boucle dans l'impressionnante revue de presse consacrée à ce fonds depuis moins d'un an. « *Adia ne publie pas ses comptes, ne donne aucun détail sur ses avoirs et encore moins sur ses investissements* », résume Edwin Truman du Peterson Institute à Washington. Comment en savoir plus ? L'outil de base des enquêteurs de tout poil, c'est-à-dire l'épluchage du site Internet, s'avère dans le cas présent totalement inutile. Un simple page Web avec un logo, une adresse postale, des coordonnées téléphoniques et la possibilité d'envoyer un commentaire... à propos du site. Un peu mince, sinon ridicule pour un fonds que l'on présente comme le grand sauveur potentiel de la finance américaine minée par la crise des subprimes.

Pour espérer grappiller quelques informations, on peut tenter de traquer les représentants d'Adia, qui acceptent de prendre la parole en public. Tentative, il y a quelques semaines à Bahreïn, à l'occasion d'un colloque sur la finance islamique. Dans une grande salle à la moquette haute et aux lustres de cristal, l'intervention du représentant du fonds souverain sur les perspectives économiques du Golfe est saluée par un brouhaha réprobateur. Une voix s'élève dans l'assistance : « *On le sait que l'économie de la région se porte bien. Parlez-nous plutôt d'Adia !* » La réponse est sans appel : « *Inutile d'insister, vous savez très bien que je n'ai pas le droit d'évoquer ce sujet.* »

Entre le fonds souverain et les monarchies de la région, l'analogie s'impose. Les puissants émirs ont leur portrait affiché un peu partout et les journaux ne cessent de consacrer leur une aux « *entretiens sur des points d'intérêts mutuels* » qu'ils ont eus la veille avec l'émissaire de la Belgique, du Vietnam ou de l'Argentine. Adia est, lui, un point de repère incontournable dans la capitale émirienne. Impossible d'obtenir une licence de chauffeur de taxi si l'on n'est pas capable de situer l'« *Adia Tower* » sur un plan, même approximatif, d'Abou Dhabi. Mais, dans le fond, on ne sait rien ni des uns ni de l'autre.

ADIA PRÊT À SORTIR DE SON MUTISME ?

Les pressions exercées par les pays industrialisés pour plus de transparence semblent avoir payé. Interrogé par *La Tribune* après moult pérégrinations,

un très haut dirigeant d'Adia l'admet du bout des lèvres. « *Nous ne pouvons toujours pas nous exprimer publiquement car notre gouvernement nous l'impose*, explique-t-il. *Mais dans le même temps, nous sommes en train de mettre en place notre département de communication qui aura pour mission de répondre à la presse mais aussi à des interlocuteurs plus institutionnels.* »

Un « *communicant* » d'envergure internationale a été recruté pour bâtir et diriger ce département qui sera également chargé de la communication interne d'Adia. Dans le même temps, selon un autre de ses responsables, le fonds émirien va s'appuyer sur une expertise extérieure pour sa communication naissante. Pour ce faire, il a eu l'embarras du choix. En 2007, plus de cent grands noms du secteur, essentiellement anglo-saxon, lui ont proposé leurs services. Selon une information recueillie par *La Tribune*, qu'Adia n'a pas souhaité commenter, l'heureux élu serait la compagnie de relations publiques Burson-Marsteller. Basée à Washington, cette société est spécialiste des relations presse, mais aussi des affaires institutionnelles et du lobbying. L'outil idéal pour défendre l'image d'Adia auprès d'un Congrès américain qui commence à s'impatienter et à multiplier les projets de loi pour contraindre les fonds souverains à plus de transparence...

LA « SOUTRA » INVOQUÉE

Lorsqu'on les questionne, les fonds souverains arabes s'appuient sur un argu-

mentaire bien rodé. « *Notre fonds souverain prépare l'avenir des futures générations dans la perspective de la fin du pétrole* », répète ainsi à *La Tribune* un dirigeant émirien. L'entretien avec ce dernier s'est déroulé en deux temps. Une première fois dans un salon privé d'un grand hôtel genevois et une seconde fois dans le majlis (salon traditionnel) d'une grande villa au sud d'Abou Dhabi. Qu'il soit en costume de flanelle sombre ou en dishdasha immaculée, la même incompréhension, voire la même indignation, imprègnent ses commentaires à propos des critiques des Occidentaux sur les fonds souverains arabes : « *Tant que nous achetions des obligations du Trésor américain, nous étions jugés responsables et sérieux !*, s'exclame-t-il. *Mais quand nous cherchons à réaliser des investissements plus profitables pour les enfants de nos enfants, alors nous devenons un danger !* »

Assis sur un canapé doré dans l'immense hall de l'Emirates Palace, l'un des deux uniques hôtels sept étoiles du monde (l'autre est à Dubaï...), un universitaire d'origine égyptienne n'est pas en reste. « *Est-on encore capable de réfléchir en Occident ? J'en doute. Les Émirats arabes unis sont un petit pays, pris en tenaille entre l'Iran et l'Arabie Saoudite. À votre avis, quels effets aurait l'énumération médiatisée des avoirs d'Adia ?* » En arabe, la *soutra* signifie la « *retenue* », le fait de ne pas se laisser aller à l'ostentation. Dans le cas d'Adia, il s'agit de ne provoquer ni les appétits ni la jalousie de très puissants voisins. Pour prospérer, il lui faut adopter un profil bas.

Cette analyse est partagée par plusieurs diplomates occidentaux en poste dans la capitale des Émirats. Selon eux, la discrétion est l'une des qualités intrinsèques des habitants d'Abou Dhabi. Ils opposent volontiers la retenue de cette ville à l'exubérance de Dubaï. D'un côté, une cité qui emprunte encore à ce que fut l'allure poussiéreuse de Houston dans les années 1950 et, de l'autre, un geyser fait de bling-bling, d'or 22 carats, de vitres fumées et de béton qui ne cesse de mordre sur le désert. Mais d'autres éléments permettent de relativiser la « *menace* » Adia. À quelques centaines de mètres à vol d'oiseau de la corniche, dans un bureau spacieux mais austère, le Dr Giyas Gökent, patron de la recherche à la National Bank of Abu Dhabi, est l'une des rares personnes à accepter d'être citée. « *Adia n'a pas les ressources, ni financières ni humaines, pour prendre le contrôle total des entreprises dans lesquelles elle investit* », affirme cet homme considéré par ses pairs dans la région comme l'un des meilleurs « *Adia watchers* », expression faisant référence aux fameux « *Opep watchers* », les décrypteurs des décisions du cartel pétrolier. « *Nombre de gens critiquent Adia pour son silence, mais il suffit d'être attentif à certaines publications pour avoir des éléments d'information* », poursuit l'économiste. On peut, par exemple, examiner la balance des paiements des Émirats arabes unis pour se faire une

L'« *Adia Tower* » à Abou Dhabi. Alan Greenspan, l'ancien président de la Fed, pourrait annoncer sa nomination comme conseiller d'Adia.

